

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 28 août 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail, juin 2014	2
La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 940 \$ en juin, en hausse de 0,6 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 3,3 %.	
Balance des paiements internationaux du Canada, deuxième trimestre de 2014	9
Le déficit du compte courant du Canada (après désaisonnalisation) était pratiquement inchangé au deuxième trimestre, ayant légèrement diminué de 0,2 milliard de dollars pour s'établir à 11,9 milliards de dollars. Dans le compte financier (en données non désaisonnalisées), les investissements étrangers dans les titres de sociétés canadiennes sont demeurés importants et ont alimenté les entrées de fonds dans l'économie au cours du trimestre.	
Transport et distribution de gaz naturel, juin 2014	18
Régimes de pension au Canada, au 1 ^{er} janvier 2013	21
Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, juillet 2014	23
Enquête sur la population active : examen de la diffusion de juillet 2014	24
Nouveaux produits et études	25



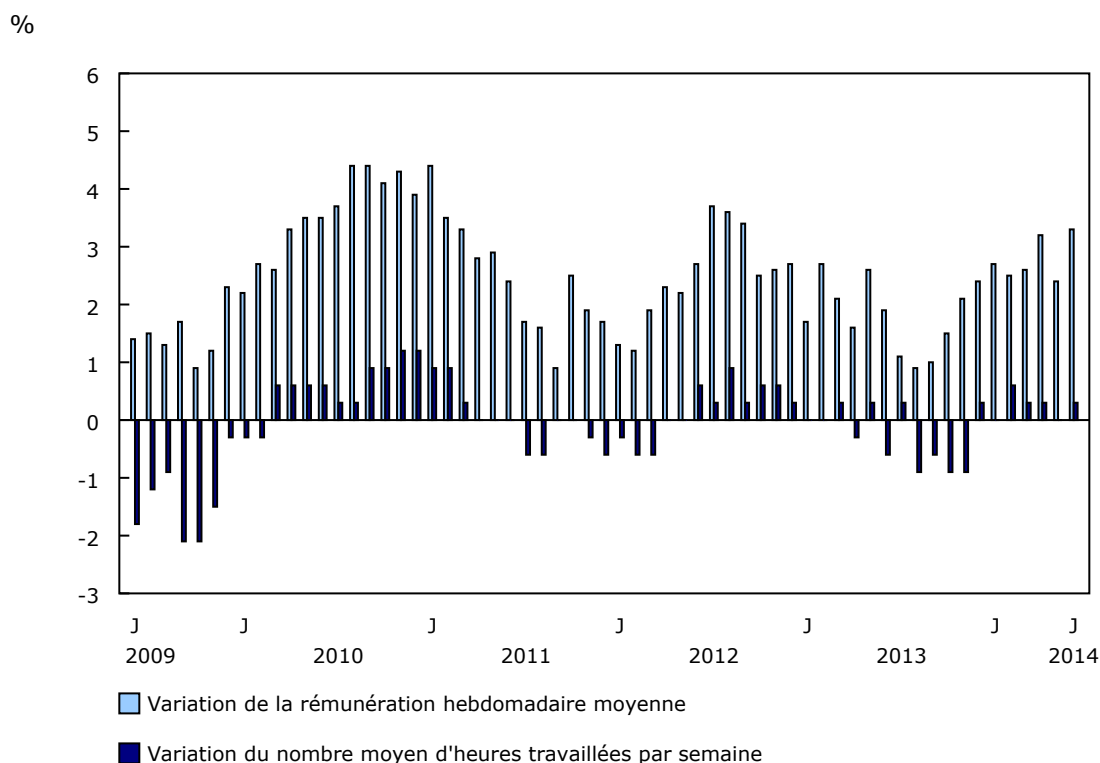
Communiqués

Emploi, rémunération et heures de travail, juin 2014

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 940 \$ en juin, en hausse de 0,6 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 3,3 %.

Graphique 1

Variation d'une année à l'autre de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine

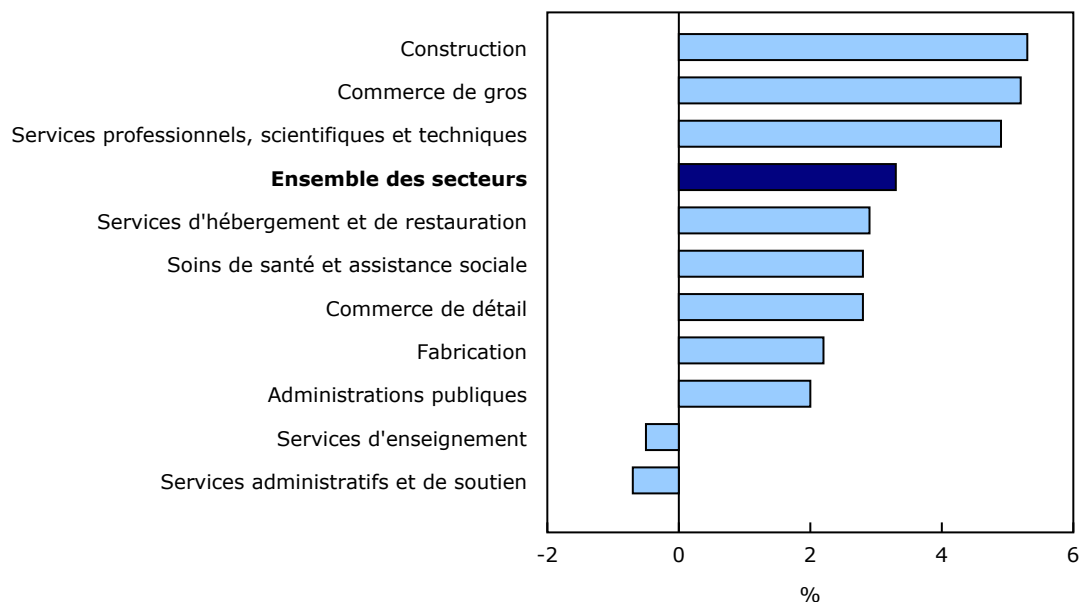


La hausse de 3,3 % de la rémunération hebdomadaire au cours des 12 mois ayant pris fin en juin s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail, ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine. En juin, les employés salariés non agricoles ont travaillé 33,0 heures par semaine en moyenne, soit autant d'heures que le mois précédent mais en hausse par rapport à la moyenne hebdomadaire de 32,9 heures observée un an plus tôt.

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

Au cours des 12 mois ayant pris fin en juin, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé dans 8 des 10 principaux secteurs d'activité, et la croissance a été supérieure à la moyenne dans le secteur de la construction, dans le commerce de gros ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques.

Graphique 2
Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, juin 2013 à juin 2014



Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur de la construction a progressé de 5,3 % pour atteindre 1 215 \$, et l'essentiel de cette croissance a eu lieu entre juillet et octobre 2013. À noter que la rémunération avait été plus faible dans ce secteur en juin 2013 en raison, partiellement, de la grève de la construction au Québec. Par rapport au même mois un an plus tôt, la croissance de la rémunération était généralisée dans l'ensemble des industries de la construction.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le commerce de gros a augmenté de 5,2 % pour se chiffrer à 1 128 \$. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées chez les grossistes-marchands de matériaux et de fournitures de construction, ainsi que chez les grossistes-marchands d'articles personnels et ménagers.

La rémunération dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques a suivi une tendance à la hausse au cours des 12 mois ayant pris fin en juin, augmentant de 4,9 % pour atteindre 1 318 \$ durant cette période. La croissance s'est répartie dans l'ensemble des industries du secteur.

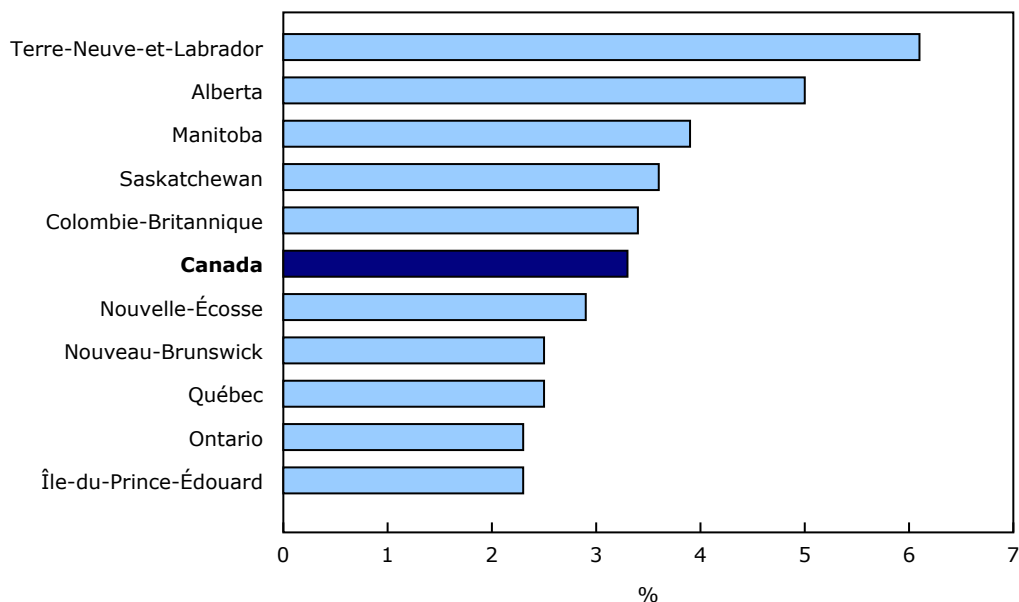
En juin, la rémunération hebdomadaire moyenne dans les services d'enseignement ainsi que dans le secteur des services administratifs et de soutien a peu changé par rapport à 12 mois plus tôt.

Rémunération hebdomadaire moyenne par province

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération des employés salariés non agricoles a augmenté dans toutes les provinces, et la croissance la plus élevée a été enregistrée à Terre-Neuve-et-Labrador et en Alberta.

Graphique 3

Croissance sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, juin 2013 à juin 2014



La rémunération hebdomadaire moyenne à Terre-Neuve-et-Labrador a progressé de 6,1 % pour atteindre 994 \$, soit la croissance la plus élevée d'une année à l'autre dans la province depuis août 2012. Par rapport à un an plus tôt, les progressions les plus notables ont été observées dans le secteur de la construction et dans le commerce de détail.

En Alberta, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 5,0 % durant les 12 mois ayant pris fin en juin pour atteindre 1 156 \$. La croissance a été observée dans la plupart des secteurs, et tout particulièrement dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques.

Durant les 12 mois ayant pris fin en juin, la rémunération au Québec a progressé de 2,5 % pour s'établir à 857 \$, et la majeure partie de cette croissance a été observée depuis janvier 2014. En Ontario, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 2,3 % pour atteindre 942 \$ en juin.

Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre total d'employés salariés non agricoles a progressé de 23 300 en juin, après avoir augmenté de 69 400 en mai. La croissance observée en juin s'est répartie dans tous les secteurs, les plus fortes hausses ayant été enregistrées dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, dans les services d'enseignement et dans le secteur de la fabrication. Parallèlement, l'emploi salarié a diminué dans le commerce de détail.

Comparativement à 12 mois plus tôt, le nombre d'employés salariés non agricoles a augmenté de 230 000 ou de 1,5 %. Au cours de cette période, la croissance de l'emploi a été la plus forte dans la construction (+6,0 %). À noter qu'en juin 2013, l'emploi dans ce secteur était en baisse en raison, partiellement, de la grève de la construction au Québec.

La croissance sur 12 mois était aussi importante dans le secteur des services immobiliers et services de location et de location à bail (+4,5 %), dans les services administratifs et de soutien (+2,8 %) ainsi que dans le transport et l'entreposage (+2,8 %). Parallèlement, l'emploi salarié a sensiblement diminué dans le secteur de l'information et de la culture (-2,1 %).

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Le principal objectif de l'EERH est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

Les données sur les employés rémunérés non agricoles portent sur tous les employés rémunérés à l'heure et les salariés, ainsi que sur la catégorie des « autres employés », qui comprend les employés payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les employés rémunérés à l'heure et les salariés, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre d'employés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à solliciter et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés – Données désaisonnalisées

	Jun 2013	Mai 2014 ^r	Jun 2014 ^P	Mai à juin 2014	Jun 2013 à juin 2014	Mai à juin 2014	Jun 2013 à juin 2014
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	910,62	935,05	940,48	5,43	29,86	0,6	3,3
Foresterie, exploitation et soutien	1 019,40	1 069,52	1 093,31	23,79	73,91	2,2	7,3
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1 878,93	2 086,69	2 114,83	28,14	235,90	1,3	12,6
Services publics	1 711,08	1 775,15	1 798,26	23,11	87,18	1,3	5,1
Construction	1 153,95	1 229,05	1 215,01	-14,04	61,06	-1,1	5,3
Fabrication	1 026,81	1 039,36	1 049,35	9,99	22,54	1,0	2,2
Commerce de gros	1 071,92	1 104,53	1 128,10	23,57	56,18	2,1	5,2
Commerce de détail	527,18	531,99	541,69	9,70	14,51	1,8	2,8
Transport et entreposage	972,61	979,07	987,68	8,61	15,07	0,9	1,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 122,21	1 153,27	1 168,10	14,83	45,89	1,3	4,1
Finance et assurances	1 123,50	1 180,44	1 190,69	10,25	67,19	0,9	6,0
Services immobiliers, de location et de location à bail	842,06	916,79	965,55	48,76	123,49	5,3	14,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 256,35	1 311,41	1 317,96	6,55	61,61	0,5	4,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 272,71	1 277,21	1 328,00	50,79	55,29	4,0	4,3
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	759,77	759,30	754,31	-4,99	-5,46	-0,7	-0,7
Services d'enseignement	1 003,24	989,99	997,94	7,95	-5,30	0,8	-0,5
Soins de santé et assistance sociale	835,30	857,03	858,65	1,62	23,35	0,2	2,8
Arts, spectacles et loisirs	573,03	587,48	578,36	-9,12	5,33	-1,6	0,9
Services d'hébergement et de restauration	360,77	370,50	371,30	0,80	10,53	0,2	2,9
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	751,08	766,94	743,68	-23,26	-7,40	-3,0	-1,0
Administrations publiques	1 174,65	1 194,23	1 198,39	4,16	23,74	0,3	2,0
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	937,62	989,41	994,45	5,04	56,83	0,5	6,1
Île-du-Prince-Édouard	754,88	762,29	772,38	10,09	17,50	1,3	2,3
Nouvelle-Écosse	798,63	823,53	822,01	-1,52	23,38	-0,2	2,9
Nouveau-Brunswick	815,22	831,56	835,63	4,07	20,41	0,5	2,5
Québec	835,87	854,42	856,75	2,33	20,88	0,3	2,5
Ontario	920,87	937,38	942,49	5,11	21,62	0,5	2,3
Manitoba	831,05	862,29	863,80	1,51	32,75	0,2	3,9
Saskatchewan	946,35	961,64	980,11	18,47	33,76	1,9	3,6
Alberta	1 101,07	1 150,61	1 156,28	5,67	55,21	0,5	5,0
Colombie-Britannique	867,81	895,45	897,29	1,84	29,48	0,2	3,4
Yukon	979,88	1 032,01	1 031,07	-0,94	51,19	-0,1	5,2
Territoires du Nord-Ouest	1 309,43	1 380,03	1 370,54	-9,49	61,11	-0,7	4,7
Nunavut	1 034,41	1 095,93	1 122,26	26,33	87,85	2,4	8,5

^r révisé

^P provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 281-0063. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.

Tableau 2
Nombre d'employés – Données désaisonnalisées

	Jun 2013	Mai 2014 ^r	Jun 2014 ^p	Mai à juin 2014	Jun 2013 à juin 2014	Mai à juin 2014	Jun 2013 à juin 2014
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 338,2	15 544,9	15 568,3	23,3	230,0	0,2	1,5
Foresterie, exploitation et soutien	38,0	37,5	36,8	-0,7	-1,2	-1,7	-3,0
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	224,8	231,4	230,5	-0,9	5,7	-0,4	2,5
Services publics	118,7	118,7	118,8	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	917,5	968,2	972,7	4,5	55,2	0,5	6,0
Fabrication	1 484,9	1 472,7	1 478,7	6,0	-6,2	0,4	-0,4
Commerce de gros	761,7	780,9	780,4	-0,5	18,7	-0,1	2,5
Commerce de détail	1 909,2	1 936,0	1 932,8	-3,2	23,6	-0,2	1,2
Transport et entreposage	714,7	732,0	735,1	3,1	20,4	0,4	2,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	322,1	315,8	315,5	-0,3	-6,6	-0,1	-2,1
Finance et assurances	701,2	707,3	707,3	0,0	6,1	0,0	0,9
Services immobiliers, de location et de location à bail	268,4	279,5	280,5	1,0	12,1	0,4	4,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	819,0	833,9	837,7	3,8	18,7	0,5	2,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	105,2	102,6	103,1	0,5	-2,1	0,5	-2,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	762,6	782,7	784,0	1,3	21,4	0,2	2,8
Services d'enseignement	1 197,9	1 213,4	1 219,8	6,4	21,9	0,5	1,8
Soins de santé et assistance sociale	1 742,7	1 775,6	1 782,2	6,6	39,5	0,4	2,3
Arts, spectacles et loisirs	251,1	255,4	257,2	1,8	6,1	0,7	2,4
Services d'hébergement et de restauration	1 180,9	1 195,3	1 199,5	4,2	18,6	0,4	1,6
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	535,6	546,2	546,7	0,5	11,1	0,1	2,1
Administrations publiques	1 031,8	1 032,4	1 031,8	-0,6	0,0	-0,1	0,0
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	214,5	216,9	217,9	1,0	3,4	0,5	1,6
Île-du-Prince-Édouard	61,4	62,5	62,5	0,0	1,1	0,0	1,9
Nouvelle-Écosse	400,6	401,8	402,1	0,3	1,5	0,1	0,4
Nouveau-Brunswick	307,8	301,9	302,2	0,3	-5,6	0,1	-1,8
Québec	3 440,6	3 476,9	3 480,3	3,4	39,7	0,1	1,2
Ontario	5 836,7	5 908,8	5 920,5	11,7	83,8	0,2	1,4
Manitoba	583,4	578,7	577,2	-1,5	-6,2	-0,2	-1,1
Saskatchewan	477,4	484,6	485,7	1,1	8,3	0,2	1,7
Alberta	1 976,5	2 042,9	2 049,2	6,3	72,7	0,3	3,7
Colombie-Britannique	1 979,0	2 009,7	2 010,3	0,6	31,3	0,0	1,6
Yukon	20,9	21,3	20,4	-0,9	-0,5	-4,2	-2,7
Territoires du Nord-Ouest	27,9	27,4	27,8	0,4	-0,1	1,3	-0,5
Nunavut	11,5	11,6	12,1	0,5	0,6	4,0	5,3

^r révisé^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 281-0063.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 281-0023, 281-0026, 281-0029, 281-0032, 281-0035, 281-0037, 281-0039, 281-0047 à 281-0049 et 281-0063.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Il est possible de consulter un [tableau de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Les données de juillet sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 25 septembre.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)*, accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lahouaria Yssaad au 613-951-0627 (lahouaria.yssaad@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

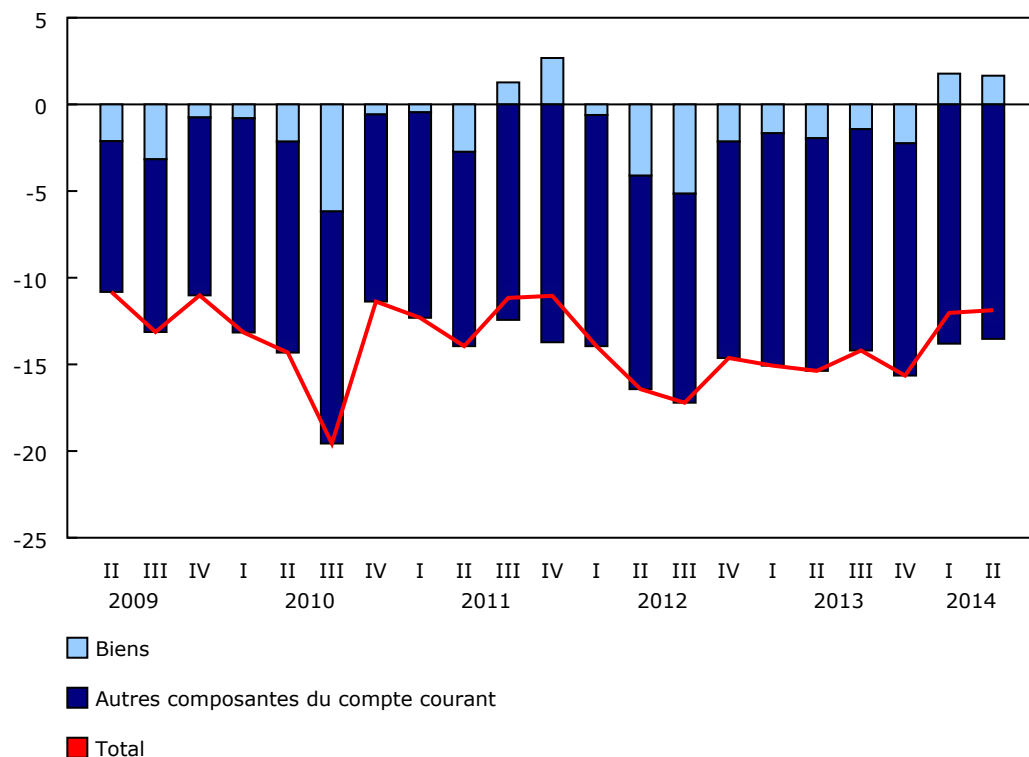
Balance des paiements internationaux du Canada, deuxième trimestre de 2014

Le déficit du compte courant du Canada (après désaisonnalisation) était pratiquement inchangé au deuxième trimestre, ayant légèrement diminué de 0,2 milliard de dollars pour s'établir à 11,9 milliards de dollars. Cela s'est reflété par une légère hausse du déficit dans le commerce des biens et des services, laquelle a été plus que compensée par un déficit inférieur au chapitre des revenus de placements.

Dans le compte financier (en données non désaisonnalisées), les investissements étrangers dans les titres de sociétés canadiennes sont demeurés importants et ont alimenté les entrées de fonds dans l'économie au cours du deuxième trimestre.

Graphique 1 Soldes du compte courant

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

Compte courant

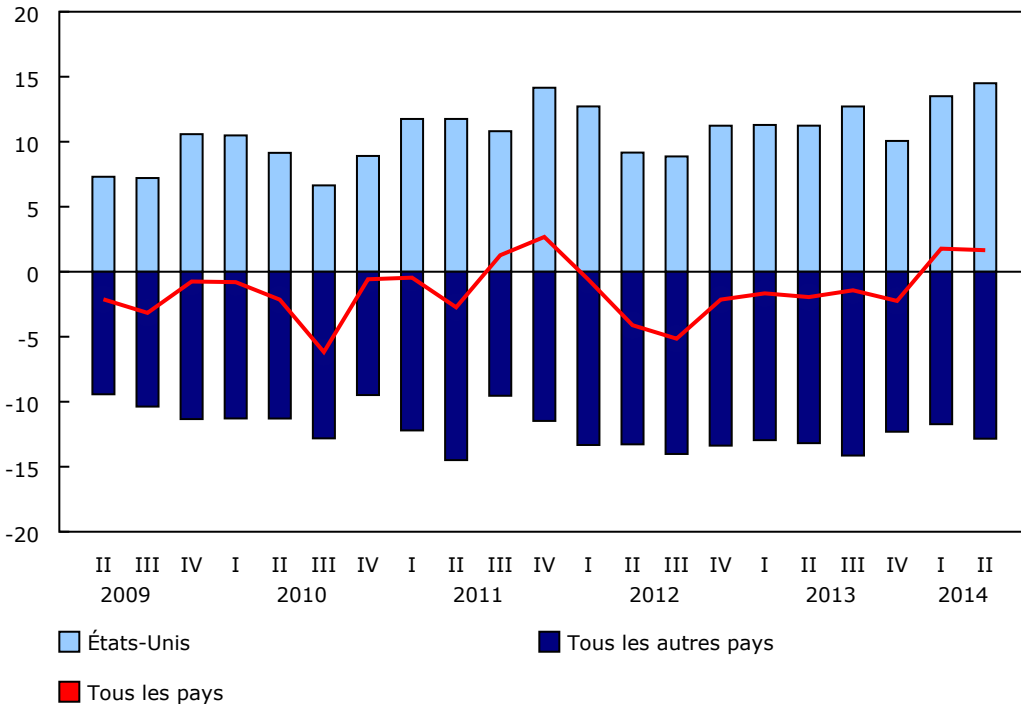
Le commerce des biens demeure excédentaire

La balance du commerce international des biens a affiché un excédent de 1,7 milliard de dollars au deuxième trimestre, en baisse de 0,1 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent. Les exportations et les importations se sont renforcées au cours du trimestre. Sur une base géographique, l'excédent commercial avec les

États-Unis a augmenté de 1,0 milliard de dollars pour s'établir à 14,5 milliards de dollars, les exportations ayant atteint un niveau record. Le déficit commercial avec les autres pays s'est accru, mené par un déficit supérieur avec les pays de l'Union européenne.

Graphique 2 Soldes des biens par zones géographiques

milliards de dollars



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

Les exportations totales de biens ont augmenté de 3,9 milliards de dollars pour atteindre un niveau record de 132,3 milliards de dollars au deuxième trimestre. Les exportations de véhicules automobiles et pièces pour véhicule automobile ont dominé cette croissance, affichant une hausse de 1,9 milliard de dollars. Cette augmentation a été en grande partie attribuable aux volumes plus élevés d'automobiles et de camions légers vendus à l'étranger, principalement aux États-Unis.

Les produits agricoles et de la pêche et les produits intermédiaires des aliments ont augmenté de 0,7 milliard de dollars pour atteindre 8,1 milliards de dollars, l'accroissement des volumes de canola ayant représenté la moitié de cette hausse. Les produits forestiers ont progressé de 0,6 milliard de dollars pour s'établir à 9,3 milliards de dollars, sous l'effet de l'augmentation des volumes du bois d'œuvre et des pâtes et papier. Il s'agit du plus haut niveau d'exportations depuis le troisième trimestre de 2007.

Les produits énergétiques ont reculé de 1,2 milliard de dollars pour s'établir à 33,6 milliards de dollars. Les exportations de pétrole brut ont augmenté de 2,0 milliards de dollars en raison de prix et volumes plus élevés. Le gaz naturel a diminué de 2,4 milliards de dollars, environ les deux tiers de cette baisse étant attribuables au recul des prix qui a suivi une forte hausse des prix dans les trimestres précédents.

Les importations totales de biens ont augmenté de 4,0 milliards de dollars pour atteindre 130,7 milliards de dollars. Les importations de véhicules automobiles et pièces pour véhicule automobile se sont accrues de 1,6 milliard de dollars pour se fixer à 22,7 milliards de dollars, les automobiles, les camions et les pièces ayant tous augmenté grâce à des volumes plus élevés. Les biens de consommation ont progressé de 1,2 milliard de dollars pour s'établir à 26,8 milliards de dollars, la hausse ayant touché plusieurs produits. Les produits chimiques et les produits en plastique et en caoutchouc se sont accrues de 1,0 milliard de dollars en raison de volumes plus élevés. Les produits énergétiques ont fléchi de 0,8 milliard de dollars pour s'établir à 10,8 milliards de dollars, principalement en raison des volumes inférieurs de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés. Les importations de gaz naturel ont progressé de 0,4 milliard de dollars pour atteindre un sommet inégalé de 1,7 milliard de dollars.

Le déficit au chapitre du commerce des services croît légèrement

Le déficit dans les transactions internationales de services s'est légèrement accru de 0,1 milliard de dollars pour atteindre 6,3 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre. L'excédent au chapitre des services commerciaux était inchangé, se situant à 0,9 milliard de dollars, les recettes et les paiements ayant tous deux progressé.

Le déficit des transports s'est accru de 0,1 milliard de dollars pour atteindre 2,7 milliards de dollars. Les recettes et les paiements ont augmenté au cours du trimestre, surtout en raison de la hausse des tarifs de passagers. Le déficit des voyages internationaux était inchangé, se situant à 4,6 milliards de dollars, les dépenses plus élevées des visiteurs étrangers au Canada ayant été compensées par l'accroissement des dépenses des Canadiens dans les pays étrangers autres que les États-Unis.

Le déficit au chapitre des revenus des investissements diminue légèrement

Le déficit au chapitre des flux transfrontaliers des revenus des investissements a reculé de 0,5 milliard de dollars pour se fixer à 5,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, les recettes ayant augmenté davantage que les paiements.

Du côté des recettes, les bénéfices des investisseurs directs canadiens sur leurs opérations à l'étranger ont progressé de 0,4 milliard de dollars. Des revenus supérieurs sur les dépôts et prêts à l'actif ont aussi contribué à la hausse de l'ensemble des recettes au cours du trimestre.

Du côté des paiements, les revenus versés aux non-résidents sur leurs avoirs en titres canadiens ont progressé de 0,2 milliard de dollars au deuxième trimestre, en raison de l'augmentation des acquisitions d'instruments de portefeuille de sociétés par les non-résidents. Les bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers sur leurs opérations au Canada étaient inchangés, se situant à 11,1 milliards de dollars.

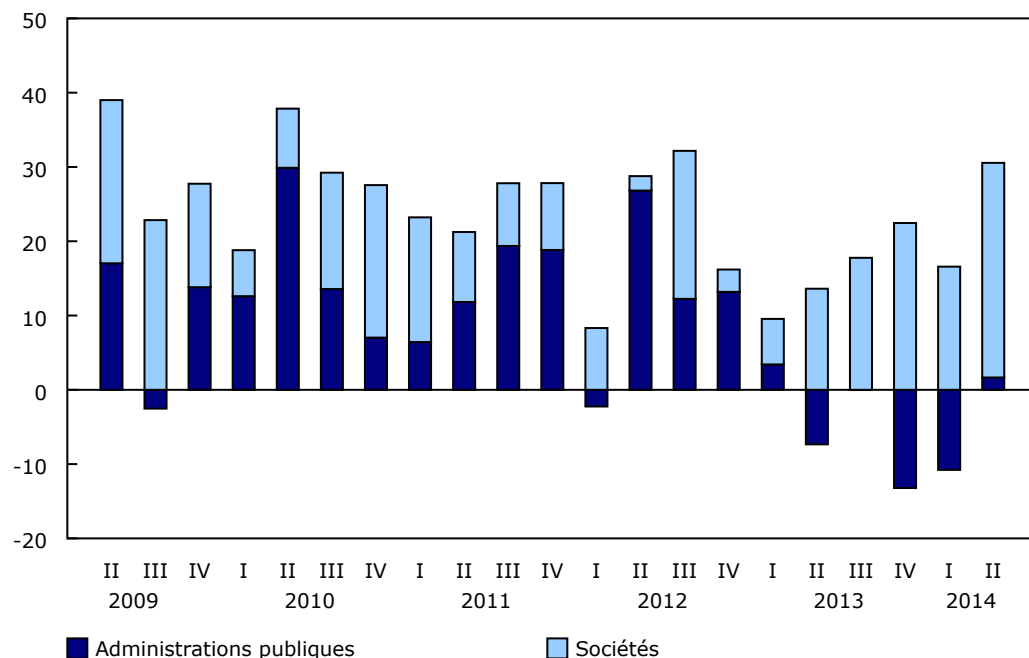
Compte financier

Les investissements de portefeuille étrangers au Canada se concentrent dans les titres de sociétés

Les investisseurs étrangers ont accru de 30,6 milliards de dollars leurs avoirs en titres canadiens au deuxième trimestre, après en avoir acquis pour 5,8 milliards de dollars au premier trimestre. Les acquisitions étrangères de titres d'emprunt de sociétés ont alimenté les entrées de fonds et étaient à leur niveau le plus élevé depuis le quatrième trimestre de 2001.

Graphique 3 Investissement étranger en titres canadiens

milliards de dollars



Les investisseurs non résidents ont acquis pour 14,5 milliards de dollars d'obligations canadiennes au cours du trimestre. Les achats ont ciblé des obligations de sociétés, tant celles des sociétés privées que celles des entreprises publiques. Au même moment, les avoirs étrangers en obligations des administrations publiques canadiennes ont connu un recul pour un cinquième trimestre consécutif. Cette baisse reflétait d'importants remboursements d'obligations du gouvernement fédéral détenues par les non-résidents en mai et en juin.

Les investissements étrangers dans le marché monétaire canadien se sont situés à 7,2 milliards de dollars, après un désinvestissement de 5,2 milliards de dollars au cours du premier trimestre. Les entrées de fonds étaient réparties également entre les secteurs des administrations publiques, surtout provinciales, et des sociétés.

Les investisseurs non résidents ont aussi ajouté pour 8,8 milliards de dollars d'actions canadiennes à leur portefeuille au deuxième trimestre, exclusivement des achats sur les marchés secondaires. Ces investissements étaient à un niveau comparable à l'investissement moyen observé au cours des cinq derniers trimestres. Les cours des actions canadiennes ont progressé de 5,7 %, tandis que le dollar canadien s'est apprécié de 3,3 cents américains au deuxième trimestre.

Les investissements canadiens en titres étrangers ralentissent

Les investisseurs canadiens ont acquis pour 6,3 milliards de dollars de titres étrangers au deuxième trimestre, en baisse de plus de 10 milliards de dollars par rapport aux acquisitions importantes observées au premier trimestre.

Les achats canadiens d'actions étrangères se sont chiffrés à 8,7 milliards de dollars et ont été dominés par les actions étrangères non américaines. Les acquisitions d'actions étrangères depuis le début de l'année se sont élevées à 19,4 milliards de dollars, comparativement à 2,4 milliards de dollars pour les deux premiers trimestres de 2013.

Les avoirs canadiens en titres d'emprunt étrangers étaient en baisse de 2,4 milliards de dollars, soit un premier recul en plus de deux ans. Au chapitre des instruments, les investissements canadiens dans les effets du marché monétaire étranger et dans les obligations étrangères non américaines ont été plus que compensés par le plus important désinvestissement trimestriel en obligations du Trésor américain en trois ans.

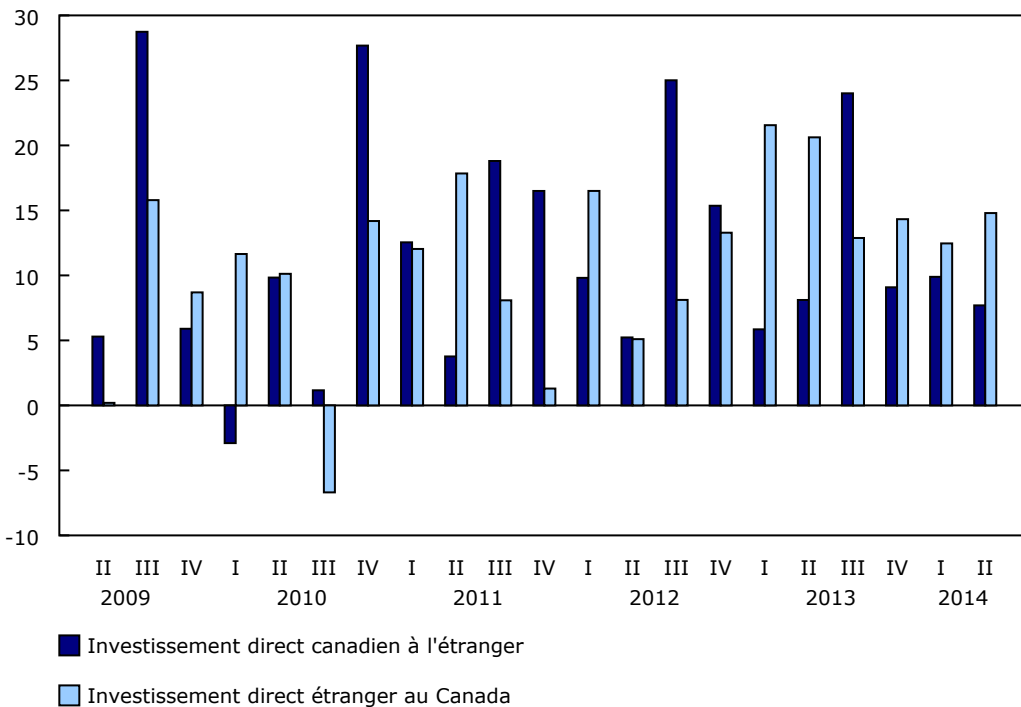
L'investissement direct au Canada est supérieur à l'investissement direct à l'étranger pour un troisième trimestre consécutif

Les investissements directs étrangers au Canada ont été de 14,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger demeuraient modérés, atteignant 7,7 milliards de dollars. Il s'agissait de la plus importante entrée nette de fonds provenant de la catégorie des investissements directs en un an. Les activités transfrontalières de fusions et d'acquisitions, tant au Canada qu'à l'étranger, ont ralenti au cours du trimestre.

Le secteur de la fabrication et le secteur de l'énergie et de l'extraction minière représentaient l'essentiel des investissements directs étrangers au Canada au cours du trimestre. Par ailleurs, les investissements directs canadiens à l'étranger étaient répartis dans la plupart des industries et reflétaient surtout les gains des investisseurs directs canadiens réinvestis dans des filiales étrangères.

**Graphique 4
Investissement direct étranger**

milliards de dollars



Les actifs de la catégorie des autres investissements augmentent

Les opérations dans la catégorie des autres investissements du compte financier ont généré une sortie nette de fonds de 16,9 milliards de dollars au deuxième trimestre, suivant d'importantes entrées de fonds au cours des trois trimestres précédents. Au chapitre des instruments, cette activité a été dominée par une augmentation des prêts à l'actif.

Note aux lecteurs

La **balance des paiements internationaux** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents dans trois comptes, soit le compte courant, le compte capital ainsi que le compte financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions liées aux biens, aux services, à la rémunération des employés, aux revenus découlant des placements et aux revenus secondaires (transferts courants).

Les données du **compte courant** dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

Le **compte capital** porte sur les transferts de capitaux et les transactions d'actifs non produits non financiers.

Le **compte financier** porte sur les transactions liées à des actifs et des passifs financiers.

En principe, un prêt net (+) / emprunt net (-) provenant de la somme du compte courant et du compte capital correspond à un prêt net (+) / emprunt net (-) provenant du compte financier. En pratique, cela est rarement le cas, puisque les données sont compilées à partir d'une multitude de sources. Cela donne donc lieu à une erreur de mesure. La **divergence** (erreurs et omissions nettes) est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Changement aux pratiques de révisions annuelles

Le Système canadien des comptes macroéconomiques met en œuvre une nouvelle politique de révision. Les révisions annuelles pour la balance des paiements internationaux du Canada, lesquelles ont une incidence sur les trois années civiles les plus récentes, auront lieu en novembre plutôt qu'en mai, comme cela se faisait précédemment. Pour en savoir plus, consultez [Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens](#) (13-605-X).

Plus de détails à venir pour le commerce des biens et des services

Au moment de la diffusion des données de la balance des paiements du troisième trimestre, en novembre 2014, les données du commerce des biens et du commerce des services seront publiées pour un plus grand nombre de pays. Ces nouvelles données seront offertes pour la période allant du premier trimestre de 1997 au troisième trimestre de 2014, et seront par la suite mises à jour lors de la diffusion trimestrielle de la balance des paiements.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de la balance des paiements, veuillez consulter « [La foire aux questions](#) » du module Système des comptes macroéconomiques de notre site Web. Le module présente également les plus récentes statistiques de la balance des paiements.

Tableau 1
Balance des paiements – Données non désaisonnalisées

	Deuxième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	2012	2013
millions de dollars							
Compte capital et compte courant							
Prêt net / emprunt net, des comptes courant et capital	-16 456	-14 179	-14 494	-12 352	-12 341	-62 354	-60 340
Soldes du compte courant	-16 455	-14 174	-14 492	-12 348	-12 339	-62 215	-60 287
Biens et services	-9 533	-8 364	-6 609	-3 446	-6 398	-36 221	-31 702
Biens	-2 710	-3 900	-1 313	4 244	553	-12 016	-7 287
Services	-6 824	-4 464	-5 296	-7 691	-6 952	-24 205	-24 415
Revenus primaires	-7 033	-4 838	-8 211	-7 297	-5 490	-22 448	-26 225
Rémunération des salariés	-540	-556	-530	-529	-528	-2 037	-2 139
Revenus de placements	-6 493	-4 282	-7 681	-6 769	-4 963	-20 411	-24 086
Revenus d'investissements directs	-681	848	-1 578	-1 604	-51	260	-1 453
Revenus d'investissements de portefeuille	-4 956	-4 961	-4 998	-4 850	-4 990	-19 172	-19 728
Revenus d'autres investissements	-857	-169	-1 105	-315	78	-1 500	-2 905
Revenus secondaires	112	-972	327	-1 604	-451	-3 546	-2 360
Solde du compte capital	-2	-4	-2	-4	-2	-139	-53
Compte financier^{1, 2}							
Prêt net / emprunt net, du compte financier	-11 252	-16 259	-19 988	-8 456	-15 410	-63 807	-58 573
Acquisition nette d'actifs financiers	7 251	15 840	37 650	26 393	30 271	120 839	70 663
Investissement direct canadien à l'étranger	8 109	24 005	9 084	9 889	7 693	55 401	47 048
Investissement de portefeuille canadien en titres étrangers	3 764	5 460	11 564	16 544	6 255	35 141	27 519
Titres d'emprunt étrangers	5 633	3 322	11 558	5 833	-2 442	11 933	23 008
Instruments du marché monétaire étranger	939	104	393	-147	1 533	-1 615	1 586
Obligations étrangères	4 694	3 218	11 165	5 980	-3 975	13 548	21 421
Actions étrangères et parts de fonds d'investissement	-1 869	2 138	6	10 711	8 697	23 208	4 511
Réserves officielles internationales	-444	1 740	766	4 696	-867	1 697	4 868
Autres investissements canadiens à l'étranger	-4 179	-15 365	16 236	-4 737	17 190	28 600	-8 772
Prêts	-10 953	4 582	-966	-619	11 864	23 856	-571
Devises et dépôts	9 283	-17 571	12 592	-667	2 537	-402	816
Autres actifs	-2 508	-2 376	4 610	-3 451	2 789	5 146	-9 017
Accroissement net des passifs	18 503	32 099	57 638	34 849	45 682	184 646	129 237
Investissement direct étranger au Canada	20 620	12 878	14 324	12 460	14 795	42 990	69 377
Investissement de portefeuille étranger en titres canadiens	6 272	17 744	9 236	5 803	30 550	83 205	42 799
Titres d'emprunt canadiens	-411	7 701	-2 748	-1 666	21 727	82 237	23 903
Instruments du marché monétaire canadien	8 871	3 546	-8 942	-5 152	7 206	13 255	-2 521
Obligations canadiennes	-9 282	4 155	6 194	3 486	14 521	68 982	26 424
Actions canadiennes et parts de fonds d'investissement	6 684	10 043	11 983	7 469	8 823	968	18 896
Autres investissements étrangers au Canada	-8 390	1 478	34 078	16 585	337	58 452	17 061
Emprunts	2 564	1 234	535	-3 868	-741	5 731	2 856
Devises et dépôts	-10 240	503	33 581	19 202	1 041	52 279	14 548
Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	-714	-259	-38	1 252	37	442	-344
Divergence (erreurs et omissions nettes)	5 204	-2 081	-5 494	3 896	-3 069	-1 453	1 766

1. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

2. Dans le compte financier, une valeur positive indique une augmentation de l'investissement et une valeur négative indique une diminution de l'investissement.

Tableau 2
Compte courant – Données désaisonnalisées

	Deuxième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2013	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	2012	2013
millions de dollars							
Recettes du compte courant	161 253	164 005	164 689	172 051	176 927	629 007	649 181
Biens et services	140 592	142 693	143 257	150 633	155 023	546 614	565 910
Biens	119 055	121 022	121 218	128 453	132 348	462 528	479 364
Services	21 537	21 671	22 039	22 180	22 675	84 086	86 546
Voyages	4 502	4 585	4 637	4 646	4 770	17 388	18 201
Transport	3 485	3 477	3 491	3 504	3 610	13 508	13 910
Services commerciaux	13 200	13 252	13 535	13 656	13 929	51 597	53 001
Services gouvernementaux	350	357	376	374	367	1 593	1 435
Revenus primaires	17 372	18 819	18 324	18 860	19 369	72 646	71 877
Rémunération des employés	306	308	316	318	323	1 205	1 235
Revenus de placements	17 066	18 511	18 008	18 542	19 046	71 441	70 642
Revenus d'investissements directs	10 285	11 527	10 757	10 801	11 065	45 390	42 971
Intérêts	841	804	773	766	649	3 371	3 327
Bénéfices	9 444	10 724	9 984	10 035	10 415	42 019	39 644
Revenus d'investissements de portefeuille	5 415	5 621	5 806	6 115	6 138	20 574	22 172
Intérêt sur les titres d'emprunt	1 420	1 492	1 546	1 640	1 638	4 938	5 783
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	3 995	4 129	4 260	4 475	4 500	15 636	16 388
Revenus d'autres investissements	1 367	1 362	1 445	1 626	1 843	5 478	5 499
Revenus secondaires	3 289	2 493	3 108	2 558	2 535	9 747	11 394
Transferts privés	1 316	725	738	776	812	2 921	3 491
Transferts des gouvernements	1 973	1 768	2 370	1 782	1 723	6 826	7 903
Paiements du compte courant	176 625	178 204	180 333	184 080	188 798	691 222	709 468
Biens et services	148 860	150 288	151 356	155 114	159 697	582 835	597 612
Biens	121 005	122 450	123 464	126 679	130 692	474 544	486 651
Services	27 856	27 838	27 892	28 436	29 006	108 291	110 961
Voyages	9 132	9 025	9 125	9 255	9 350	35 030	36 161
Transport	6 044	6 049	6 042	6 134	6 325	23 697	24 057
Services commerciaux	12 351	12 435	12 395	12 715	13 000	48 247	49 424
Services gouvernementaux	329	330	330	331	331	1 317	1 319
Revenus primaires	24 191	24 488	25 590	25 665	25 696	95 093	98 102
Rémunération des employés	840	847	854	855	849	3 241	3 374
Revenus de placements	23 352	23 641	24 736	24 809	24 847	91 852	94 728
Revenus d'investissements directs	10 655	11 188	11 671	11 961	11 962	45 129	44 424
Intérêts	875	868	853	836	824	3 690	3 460
Bénéfices	9 780	10 320	10 818	11 125	11 138	41 439	40 964
Revenus d'investissements de portefeuille	10 433	10 566	10 783	10 979	11 162	39 745	41 900
Intérêt sur les titres d'emprunt	7 368	7 444	7 569	7 635	7 724	28 232	29 577
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	3 066	3 122	3 213	3 344	3 438	11 513	12 323
Revenus d'autres investissements	2 264	1 887	2 282	1 869	1 722	6 977	8 404
Revenus secondaires	3 574	3 428	3 387	3 301	3 405	13 293	13 754
Transferts privés	1 996	1 997	1 963	1 970	1 948	7 760	7 920
Transferts des gouvernements	1 577	1 431	1 424	1 330	1 457	5 534	5 834
Solde du compte courant	-15 373	-14 199	-15 644	-12 029	-11 871	-62 215	-60 287
Biens et services	-8 268	-7 595	-8 099	-4 481	-4 675	-36 221	-31 702
Biens	-1 950	-1 428	-2 246	1 775	1 656	-12 016	-7 287
Services	-6 319	-6 167	-5 853	-6 256	-6 331	-24 205	-24 415
Voyages	-4 630	-4 440	-4 488	-4 609	-4 580	-17 643	-17 960
Transport	-2 558	-2 572	-2 551	-2 630	-2 715	-10 188	-10 147
Services commerciaux	849	818	1 140	941	929	3 350	3 576
Services gouvernementaux	21	27	46	43	36	276	116
Revenus primaires	-6 819	-5 669	-7 266	-6 805	-6 326	-22 448	-26 225
Rémunération des employés	-534	-539	-538	-537	-526	-2 037	-2 139
Revenus de placements	-6 285	-5 130	-6 728	-6 268	-5 800	-20 411	-24 086
Revenus d'investissements directs	-370	339	-914	-1 160	-898	260	-1 453
Intérêts	-33	-64	-80	-70	-174	-319	-133
Bénéfices	-337	403	-835	-1 090	-723	580	-1 321
Revenus d'investissements de portefeuille	-5 019	-4 944	-4 976	-4 864	-5 024	-19 172	-19 728
Intérêt sur les titres d'emprunt	-5 948	-5 952	-6 023	-5 995	-6 086	-23 294	-23 794
Dividendes sur les actions et parts de fonds d'investissement	929	1 007	1 047	1 131	1 062	4 123	4 066
Revenus d'autres investissements	-897	-525	-837	-244	121	-1 500	-2 905
Revenus secondaires	-285	-934	-279	-743	-870	-3 546	-2 360
Transferts privés	-680	-1 272	-1 225	-1 195	-1 136	-4 839	-4 428
Transferts des gouvernements	395	337	946	451	266	1 293	2 069

Données offertes dans CANSIM : tableaux 376-0013, 376-0103 à 376-0106, 376-0108, 376-0121, 376-0122 et 376-0124.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1534, 1535, 1536 et 1537.

Les données de la balance des paiements internationaux pour le troisième trimestre seront diffusées le 27 novembre.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Caron au 613-951-1861 (denis.caron@statcan.gc.ca), Division du commerce et des comptes internationaux.

Transport et distribution de gaz naturel, juin 2014

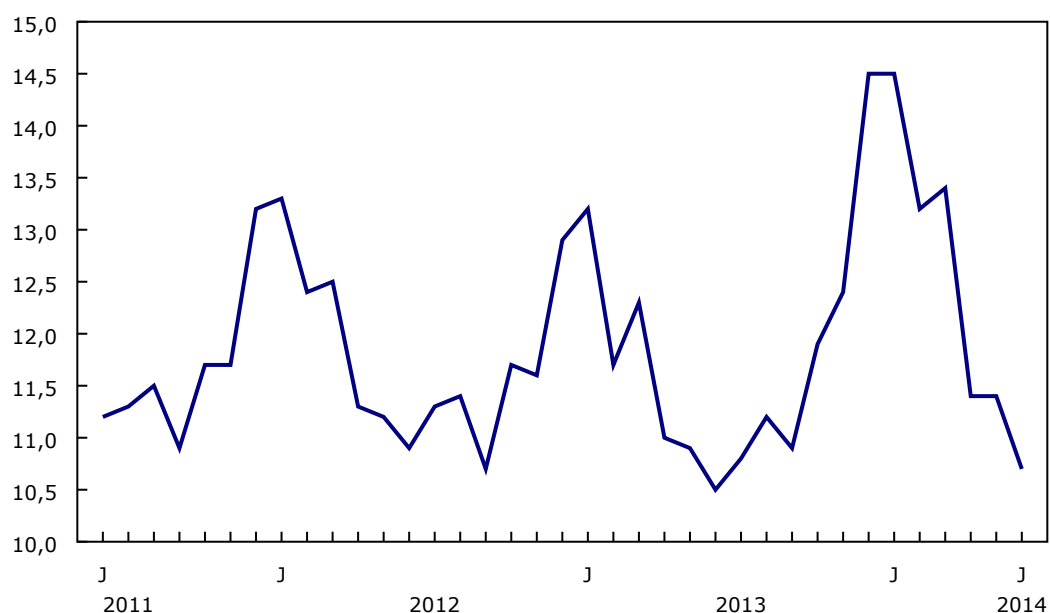
Le Canada a extrait 10,7 milliards de mètres cubes de gaz naturel en juin, en hausse de 2,0 % comparativement au même mois en 2013. Toutefois, la production est demeurée inférieure à la moyenne mensuelle nationale de 12,1 milliards de mètres cubes.

La demande totale de la part des services de gaz au Canada a reculé de 13,3 % par rapport à juin 2013 pour se situer à 12,7 milliards de mètres cubes.

Les ventes de gaz naturel au Canada ont généré des recettes de 1,2 milliard de dollars, en hausse de 27,7 % par rapport à juin 2013. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des prix (+24,6 %). La consommation s'est établie à 4,9 milliards de mètres cubes en juin.

Graphique 1 Production de gaz naturel

milliards de mètres cubes



La baisse de production en Alberta est en partie neutralisée par les hausses dans les autres provinces

L'Alberta, le plus grand producteur de gaz naturel au pays, a vu sa production diminuer de 2,8 % en juin par rapport à juin 2013 pour se fixer à 7,6 milliards de mètres cubes. Des augmentations en Colombie-Britannique (où la production s'est accrue de 7,9 % pour se chiffrer à 2,4 millions de mètres cubes) et en Nouvelle-Écosse (où la production a progressé de 239,5 % pour atteindre 371 886 mètres cubes) ont partiellement compensé cette baisse.

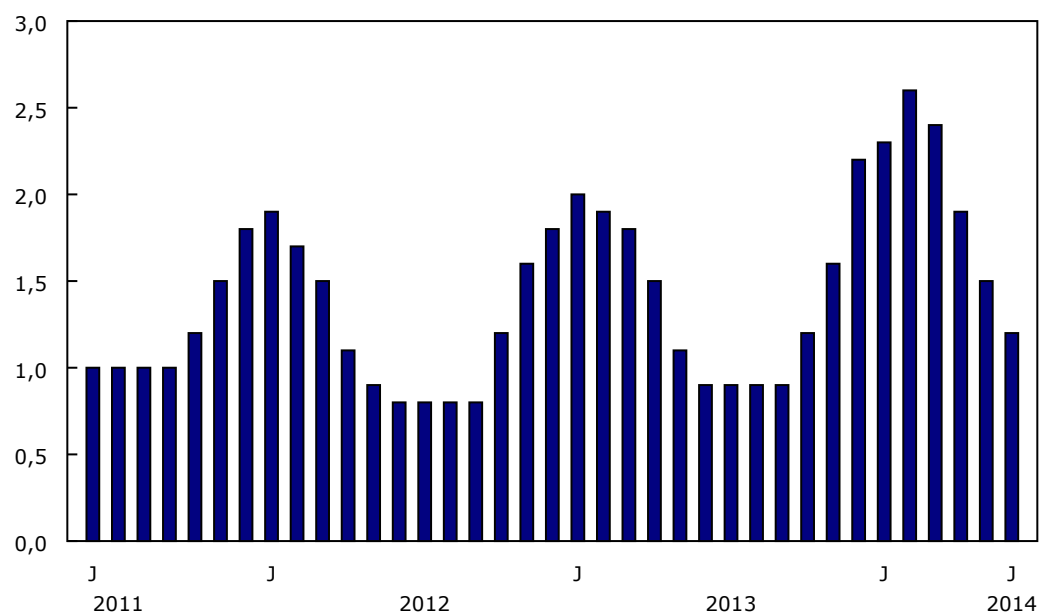
Bien que la demande de la part des services de gaz ait été la plus forte en Ontario, atteignant 3,3 milliards de mètres cubes, elle était en baisse de 20,3 % par rapport à juin 2013 dans cette province. La Saskatchewan a affiché la deuxième demande de services de gaz en importance, celle-ci se chiffrant à 2,8 milliards de mètres cubes, en baisse de 25,3 %. Seuls le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont enregistré une augmentation de la demande de services de gaz en juin.

Toutes les provinces ont enregistré une hausse des recettes d'une année à l'autre, l'Ontario (où les recettes ont crû de 21,8 % pour s'établir à 469 millions de dollars) et l'Alberta (où les recettes ont augmenté de 36,6 % pour atteindre 423 millions de dollars) arrivant en tête.

Les ventes de gaz naturel en Alberta ont augmenté de 2,9 % comparativement à juin 2013 pour atteindre 2,5 milliards de mètres cubes. En revanche, les ventes étaient en baisse de 4,2 % en Ontario, s'établissant à 1,2 milliard de mètres cubes.

Graphique 2 Recettes du gaz naturel

milliards de dollars



Baisse des exportations et des importations

Les exportations vers les États-Unis ont diminué de 14,4 % d'une année à l'autre pour se fixer à 5,8 milliards de mètres cubes en juin. La Saskatchewan, la principale province exportatrice, a livré 2,3 milliards de mètres cubes de gaz naturel, en baisse de 25,5 %. Les exportations accrues en provenance du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario ont partiellement compensé les baisses enregistrées en juin.

Les importations canadiennes de gaz naturel en provenance des États-Unis ont diminué de 27,8 % pour se fixer à 1,6 milliard de mètres cubes. L'Ontario, le principal client, a importé 27,3 % de moins comparativement au même mois de l'année précédente. Les importations de toutes les autres provinces étaient aussi en baisse en juin.

Note aux lecteurs

Des révisions ont été apportées aux données d'avril et mai 2014.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 129-0001 à 129-0004.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Régimes de pension au Canada, au 1^{er} janvier 2013

En 2012, on dénombrait 6 185 000 participants à des régimes de pension agréés (RPA) au Canada, en hausse de 1,2 % ou de 70 300 comparativement à la même date l'année précédente.

Le nombre de participants aux régimes de pension dans le secteur public a augmenté de 0,6 % pour atteindre 3 179 300, tandis que le nombre de participants dans le secteur privé a crû de 1,7 % pour s'établir à 3 005 700. Le secteur public représentait 51,4 % du total des adhérents aux RPA.

En 2012, pour la première fois, la participation des femmes aux RPA a été égale à celle des hommes. Le nombre de femmes participantes a crû de 1,3 % pour atteindre 3 092 500. En 2012, les femmes représentaient 62,8 % des participants du secteur public et 36,5 % des participants du secteur privé.

Le taux de participation à un régime de pension, c'est-à-dire la proportion de l'ensemble des employés couverts par un RPA, s'est élevé à 38,4 % en 2012, soit un taux pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente.

Plus de 4 422 800 employés participaient à un régime de retraite à prestations déterminées, en baisse de 1,2 % par rapport à 2011. Ces participants représentaient 71,5 % des employés participant à un RPA, comparativement à plus de 84 % il y a 10 ans.

La participation aux régimes à cotisations déterminées, soit l'autre type de régime le plus répandu, a augmenté de 2,7 % ou de 27 000 participants pour s'établir à 1 030 300 participants. Ces régimes représentaient 16,7 % de la participation totale aux RPA. Près de 86 % des participants aux régimes à cotisations déterminées étaient employés du secteur privé.

Les autres régimes, tels que les régimes hybrides ou mixtes, ont poursuivi leur tendance à la hausse. En 2012, plus de 731 800 employés participaient à ces régimes, en hausse de 15,5 % par rapport à 2011.

En 2012, les cotisations totales des employeurs et des employés aux RPA ont atteint un niveau record de 62,1 milliards de dollars. Les cotisations des employeurs pour le passif non capitalisé ont augmenté pour passer de 11,7 milliards de dollars en 2011 à 12,9 milliards de dollars en 2012. En excluant la cotisation des employeurs pour le passif non capitalisé, les cotisations des employeurs et des employés représentaient 62 % et 38 % respectivement.

La valeur marchande de l'actif dans les RPA s'élevait à 1,4 billion de dollars en 2012, en hausse de 8,8 % par rapport à l'année précédente.

Note aux lecteurs

Les régimes de pension agréés (RPA) sont établis par les employeurs ou les syndicats à l'intention des employés. Les présentes données sont tirées de l'Enquête sur les régimes de pension au Canada en date du 1^{er} janvier 2013.

*Les **régimes à prestations déterminées** sont des RPA qui définissent les prestations à servir selon une formule stipulée dans le texte du régime. Les cotisations de l'employeur ne sont pas déterminées à l'avance, mais sont définies en fonction des coûts liés à la rente promise.*

*Les **régimes à cotisations déterminées** précisent les cotisations versées par l'employeur, ainsi que par l'employé s'il s'agit d'un régime contributif. Les prestations servies sont constituées des cotisations accumulées et des produits des placements.*

*Les **autres régimes** comprennent les régimes hybrides, mixtes (combinaison), à prestations déterminées / à cotisations déterminées et autres.*

*Les **adhérents** sont définis comme étant des participants actifs au régime de pension qui versent actuellement des cotisations au régime de retraite ou pour lesquels des cotisations sont versées en leur nom.*

Tableau 1
Adhérents aux régimes de pension agréés, par secteur et type de régime

	2011	2012	2011 à 2012	2011 à 2012
	nombre		variation nette	variation en %
Total, tous les secteurs	6 114 641	6 184 990	70 349	1,2
Hommes	3 061 877	3 092 479	30 602	1,0
Femmes	3 052 764	3 092 511	39 747	1,3
Régimes à prestations déterminées	4 477 452	4 422 838	-54 614	-1,2
Hommes	2 109 110	2 053 060	-56 050	-2,7
Femmes	2 368 342	2 369 778	1 436	0,1
Régimes à cotisations déterminées	1 003 310	1 030 319	27 009	2,7
Hommes	595 636	616 941	21 305	3,6
Femmes	407 674	413 378	5 704	1,4
Autres régimes ¹	633 879	731 833	97 954	15,5
Hommes	357 131	422 478	65 347	18,3
Femmes	276 748	309 355	32 607	11,8
Secteur public	3 159 979	3 179 312	19 333	0,6
Hommes	1 191 175	1 183 046	-8 129	-0,7
Femmes	1 968 804	1 996 266	27 462	1,4
Régimes à prestations déterminées	2 973 696	2 995 771	22 075	0,7
Hommes	1 112 679	1 104 591	-8 088	-0,7
Femmes	1 861 017	1 891 180	30 163	1,6
Régimes à cotisations déterminées	150 337	146 290	-4 047	-2,7
Hommes	61 377	60 749	-628	-1,0
Femmes	88 960	85 541	-3 419	-3,8
Autres régimes ¹	35 946	37 251	1 305	3,6
Hommes	17 119	17 706	587	3,4
Femmes	18 827	19 545	718	3,8
Secteur privé	2 954 662	3 005 678	51 016	1,7
Hommes	1 870 702	1 909 433	38 731	2,1
Femmes	1 083 960	1 096 245	12 285	1,1
Régimes à prestations déterminées	1 503 756	1 427 067	-76 689	-5,1
Hommes	996 431	948 469	-47 962	-4,8
Femmes	507 325	478 598	-28 727	-5,7
Régimes à cotisations déterminées	852 973	884 029	31 056	3,6
Hommes	534 259	556 192	21 933	4,1
Femmes	318 714	327 837	9 123	2,9
Autres régimes ¹	597 933	694 582	96 649	16,2
Hommes	340 012	404 772	64 760	19,0
Femmes	257 921	289 810	31 889	12,4

1. Autres régimes comprennent les régimes hybride, mixte (combinaison), à prestations déterminées / à cotisations déterminées et autre.
Note(s) : Tableau de CANSIM connexe 280-0016.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 280-0008 à 280-0014 et 280-0016 à 280-0027.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2609.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, juillet 2014

L'indice des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada était inchangé en juillet par rapport au mois précédent. L'indice composite a augmenté de 0,9 % au cours de la période de 12 mois se terminant en juillet.

Note aux lecteurs

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 22 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux englobant certaines rémunérations supplémentaires. Les indices (2007=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité des métiers sont couverts par les conventions collectives actuelles.

Les taux des salaires et les indices des 30 derniers mois pourraient être révisés suivant la diffusion des données pour un mois donné. Ceci est attribuable au délai qui pourrait être observé entre l'expiration d'une convention collective et la ratification d'une nouvelle convention collective. Les taux de salaires et les indices ne sont pas désaisonnalisés.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0045.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Les données d'août de l'Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction seront diffusées le 25 septembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Enquête sur la population active : examen de la diffusion de juillet 2014

Un examen de la diffusion de l'Enquête sur la population active de juillet 2014 a été mené. Le [rapport](#) détaillant les résultats de l'examen est maintenant disponible.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3701.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Il n'y a pas de nouveaux produits aujourd'hui.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>